

**REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE**

**PREMIER MINISTERE**

**CAISSE DES DEPOTS ET DE DEVELOPPEMENT**



**RAPPORT ANNUEL**

**2015**



# Caisse des Dépôts et de Développement (CDD)

B.P. 5005 Nouakchott



Tél. 45 25 07 55

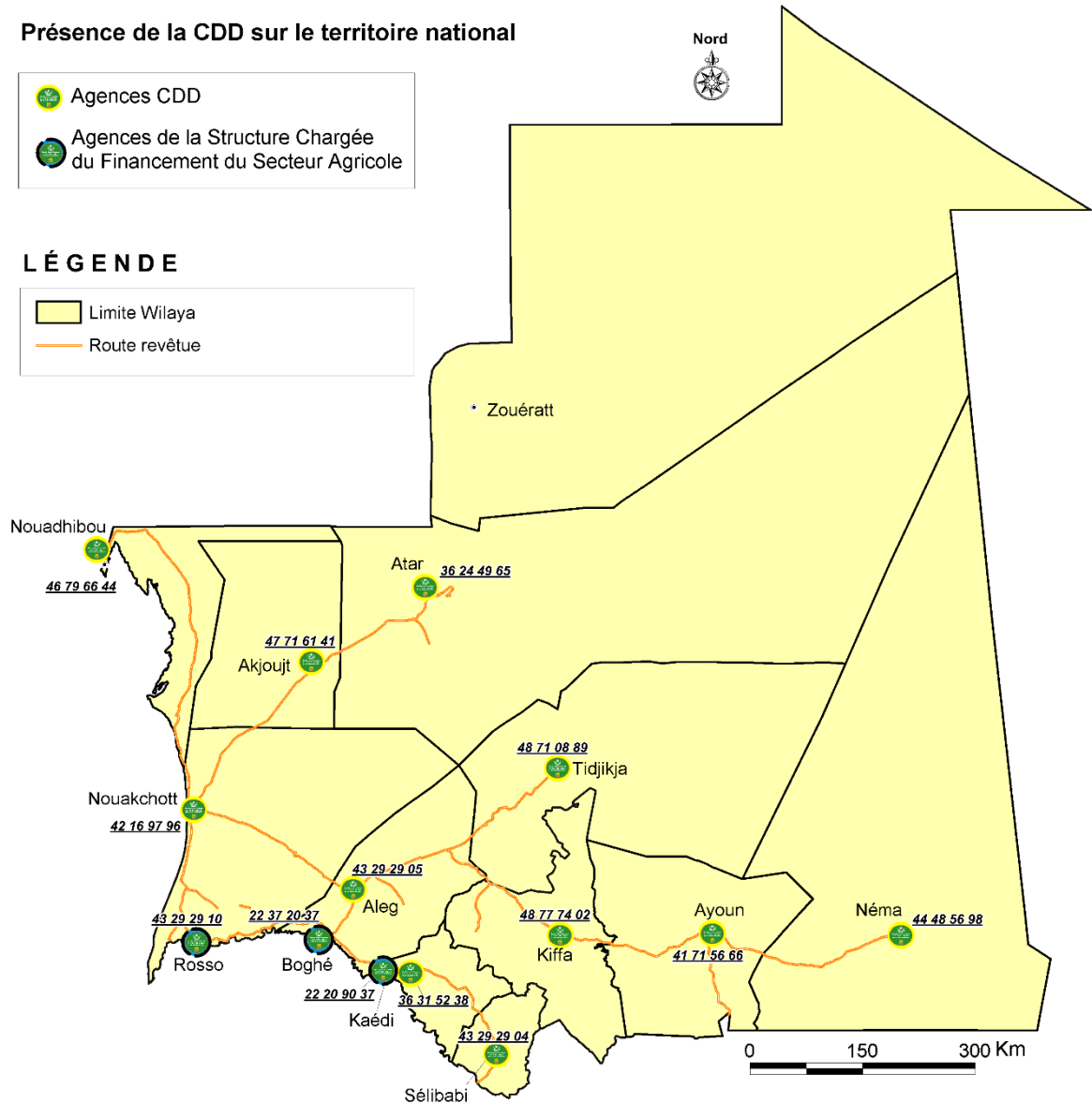
Fax. 45 24 43 56

## Présence de la CDD sur le territoire national

-  Agences CDD
-  Agences de la Structure Chargée du Financement du Secteur Agricole

## LÉGENDE

-  Limite Wilaya
-  Route revêtue



# SOMMAIRE

**5**

**MOT DU DIRECTEUR GENERAL**

**6**

**LA CDD EN CHIFFRES**

**7**

**RAPPORT DE GESTION**

8 Mobilisation des ressources

10 Accompagnement des politiques publiques

12 Fonds de Soutien à l'Emploi

13 Crédit Agricole de Mauritanie

**Erreur !** Financement des PME

**Signet**

**Erreur ! Signet non défini.**

**COOPERATION ET PARTENARIAT**

**17**

**SITUATION FINANCIERE**

18 Le budget

24 Les états financiers

## LISTE DES ACRONYMES

AGRD	Activités Génératrices de Revenus Durables
ANAPEJ	Agence Nationale de Promotion de l'Emploi des Jeunes
ATTM	Société d'Assainissement, de Travaux, de Transport et de Maintenance
BCM	Banque Centrale de Mauritanie
BIC	Bénéfice Industriel et Commercial (impôt sur)
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CDD	Caisse des Dépôts et de Développement
CDG	Caisse des Dépôts et de Gestion
CNAM	Caisse Nationale d'Assurance Maladie
CNSS	Caisse Nationale de Sécurité Sociale
CSA	Commissariat à la Sécurité Alimentaire
DC	Diplômé Chômeur
DD	Direction du Développement
DDC	Direction des Dépôts et Consignations
EPA	Etablissement Public Administratif
FADES	Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social
FKDEA	Fonds Koweïtien pour le Développement Economique des Pays Arabes
FSE	Fonds de Soutien à l'Emploi
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
IMF	Impôt Minimum Forfaitaire
IRF	Impôt sur le Revenu de la Fortune
ISCAE	Institut Supérieur de Comptabilité et d'Administration des Entreprises
ITS	Impôt sur Traitements et Salaires
MF	Ministère des Finances
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PNB	Produit Net Bancaire
SAS	Société Anonyme Simplifiée
SCFSA	Structure Chargée du Financement du Secteur Agricole
SNAAT	Société Nationale des Aménagements Agricoles et des Travaux
SNIM	Société Nationale Industrielle et Minière
SOGEM	Société de Gestion de l'Electricité de Manantali
SONIMEX	Société Nationale d'Importation et d'Exportation
TPE	Très Petites Entreprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée

## Mot du Directeur Général

La Caisse des Dépôts et de Développement (CDD) a poursuivi, en 2015, son engagement, suivant les orientations des hautes autorités, en matière de contribution au financement du développement économique et social du pays à travers : (i) l'accompagnement des politiques publiques, (ii) la prise en charge du Fonds de Soutien à l'emploi (FSE), (iii) le financement du secteur rural et (iv) le financement des PME.

La CDD a accompagné les politiques publiques par le financement, en particulier, de la commercialisation du riz, la construction de 300 logements sociaux à Zouerate, le financement d'une usine de décorticage du riz à Rosso et la préparation des études pour la réalisation d'une usine de lait à Boghé.

Le Fonds de Soutien à l'Emploi (FSE), programme de portée nationale à caractère social, a atteint des résultats importants avec, à son actif, le financement de plus de 5.200 projets pour un montant de 5.1 milliards. En 2015, le recyclage des fonds recouverts (revolving) a été privilégié évitant, ainsi, le recours systématique aux dotations budgétaires prévues à cet effet.

La Structure chargée du financement du secteur agricole a été érigée en une filiale autonome dénommée « Crédit Agricole de Mauritanie ». Cette évolution rentre dans le cadre de l'accompagnement des réformes engagées par le Gouvernement au niveau du secteur de l'agriculture, et, plus particulièrement, le secteur de l'irrigué. Un montant de 4.1 Milliards d'Ouguiya a été décaissé pour financer plus de 2600 producteurs.

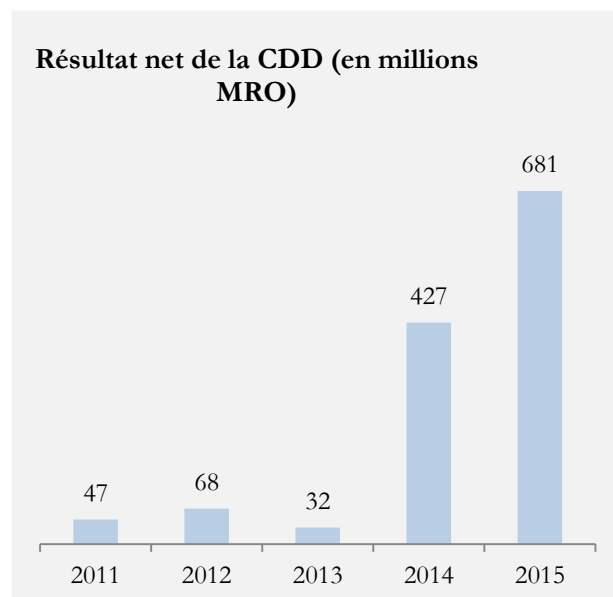
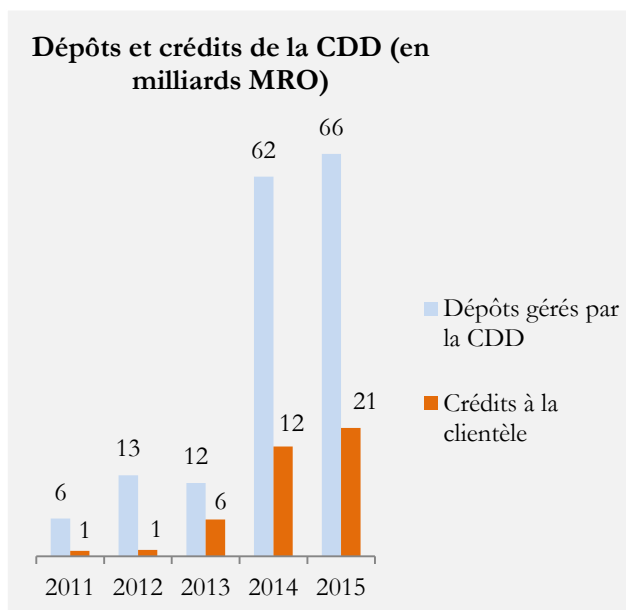
En matière de financement du secteur privé, la CDD a pu financer près de 200 projets dans les différents secteurs d'activités. Ces projets portent notamment sur : des industries de transformation et de l'agroalimentaire, des entreprises de services, des hôtels et résidences, des infrastructures et équipements de cliniques privées, etc...

Malgré les difficultés liées à ses métiers, la CDD a pu, par le respect des procédures et normes reconnues en matière de gestion des risques, maintenir des taux recouvrement qui oscillent autour de 70% pour le Fonds de soutien à l'emploi et 80% pour le portefeuille des PME du secteur privé.

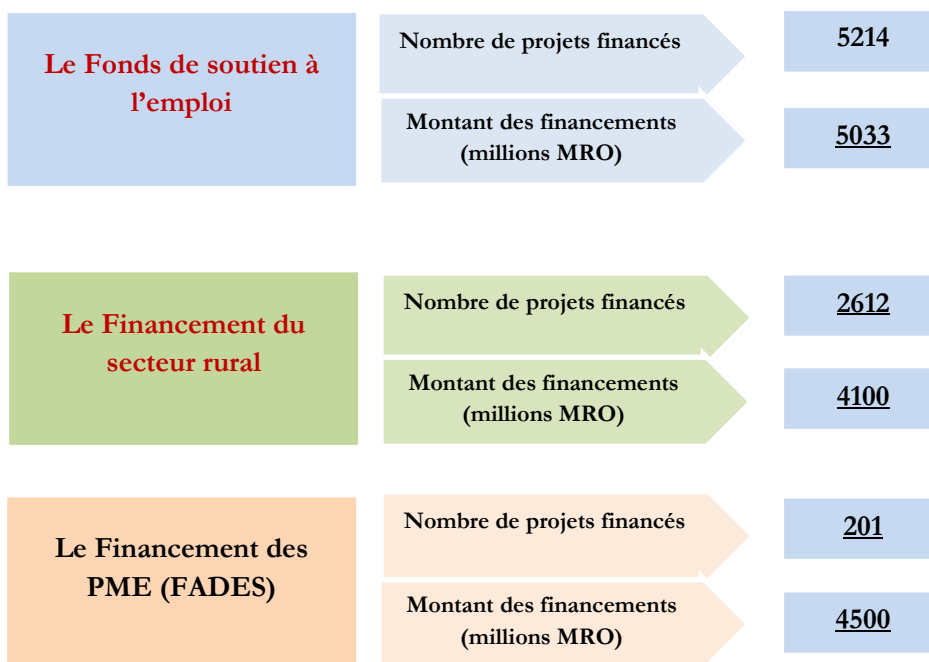
En perspective de la finalisation de sa stratégie de développement, la CDD poursuivra ses interventions en matière de contribution au financement du développement économique et social du pays avec un intérêt particulier pour la promotion et le développement des PME et de la microfinance.

**Mohamadou Youssouf DIAGANA**

## La CDD en chiffres



### Evolution des principaux programmes de financement à la CDD

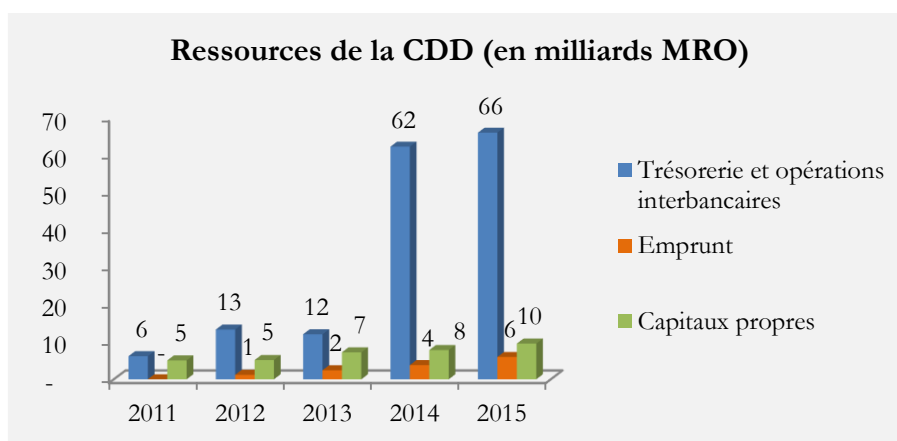


# **RAPPORT DE GESTION**

## Mobilisation des ressources

Au 31.12.2015, les ressources de la Caisse des Dépôts et de Développement ont atteint 84.5 milliards d'Ouguiya provenant des dépôts (59.2 milliards), des capitaux propres (12.5 milliards), des ressources destinées au financement du Fonds de soutien à l'emploi (4.3 milliards), d'un emprunt auprès du FADES (6.0 milliards) et d'un dépôt à terme effectué par la Société de Gestion de l'Electricité de Manantali (2.4 milliards).

Le capital non versé (3 milliards) étant toujours en attente de mobilisation, les ressources sont restées globalement stables et ce malgré la hausse du solde du compte de la CNAM (3.9 milliards contre 1.3 en 2014).



En matière de ressources extérieures, la CDD a procédé à la signature d'une convention de financement avec le Fonds Koweïtien pour le Développement Economique Arabe d'un montant de 6 000 000 Dinars koweïtien, soit 6.7 milliards d'Ouguiya. Cette convention permettra à la CDD de renforcer son rôle en matière de financement des PME du secteur privé.

Par ailleurs, la CDD a fait appel à la 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> tranche de la ligne FADES pour un total de 2.6 milliards d'Ouguiya.

Cette ligne de crédit a été totalement décaissée et les deux parties ont convenu de mobiliser des financements supplémentaires permettant à la CDD de contribuer davantage au développement économique du pays.

D'autres requêtes de financement d'un montant global de 100 millions de dollars sont en cours d'étude auprès de la Banque Islamique de Développement et du Fonds Saoudien de Développement.



# Accompagnement des politiques publiques

Conformément aux orientations du Gouvernement, le programme de la CDD en matière d'accompagnement des politiques sectorielles a couvert :

## **La commercialisation du riz :**

Dans le cadre des efforts entrepris par les pouvoirs publics pour la promotion et le développement du secteur agricole, notamment de l'agriculture irriguée, la CDD a mobilisé plus de 7.3 milliards d'Ouguiya pour financer les besoins de l'opération de commercialisation de la production rizicole au titre de l'exercice 2015.

## **La construction de 300 logements à Zouerate :**

La CDD a poursuivi l'accompagnement du programme de 300 logements sociaux à Zouerat dont la maîtrise d'ouvrage délégué est assuré par la société ISKAN. Ce programme devra permettre de combler le déficit en logement social constaté dans cette ville et favoriser la création d'emplois. Le montant déjà mobilisé à cet effet s'élève à 2.4 milliards.

## **La construction d'une usine de décortilage du paddy :**

La CDD a continué à s'investir dans la mise en place d'une usine de décortilage du paddy au profit de la SONIMEX pour un montant de 792 millions. Ce projet a connu un redimensionnement en 2015 qui s'est traduit par un financement supplémentaire de 150 millions. Cette usine devra permettre de contribuer à l'amélioration de la qualité du riz et à la régulation du marché de décortilage.

**L'accompagnement de l'ATTM :** En 2015, la CDD a poursuivi l'accompagnement du plan d'assainissement de la situation financière de l'ATTM engagé en 2013.

A ce titre, les deux parties ont procédé à la révision de la convention de financement à l'effet de réduire le montant du découvert accordé par la CDD, d'une part, et de maintenir la mise à disposition des cautions des marchés contractés par l'ATTM d'autre part.

## **Le projet de construction d'une usine de lait à Boghé :**

Le Gouvernement a confié à la CDD la construction d'un complexe agro industriel à Boghé d'une capacité extensible de 15 000 litres de lait /jour. Ce projet s'inscrit dans le cadre des stratégies et politiques mises en œuvre par le Gouvernement pour le développement de l'élevage en général et pour la promotion de la filière lait en particulier.

Le coût global de ce projet est estimé à 3.3 milliards d'Ouguiya.

Dans ce cadre, la CDD a engagé des contacts et entamé des négociations à l'effet d'établir des relations de partenariat avec des entreprises étrangères spécialisées en matière de construction et d'implantation des usines de lait.

## Fonds de Soutien à l'Emploi

Le Fonds de Soutien à l'Emploi (FSE) est un programme de portée nationale comportant 11 conventions avec une enveloppe de 8.25 milliards d'Ouguiya destinés à financer : (i) les activités génératrices de revenus durables, (ii) les diplômés chômeurs et (iii) les Très Petites Entreprises (TPE).

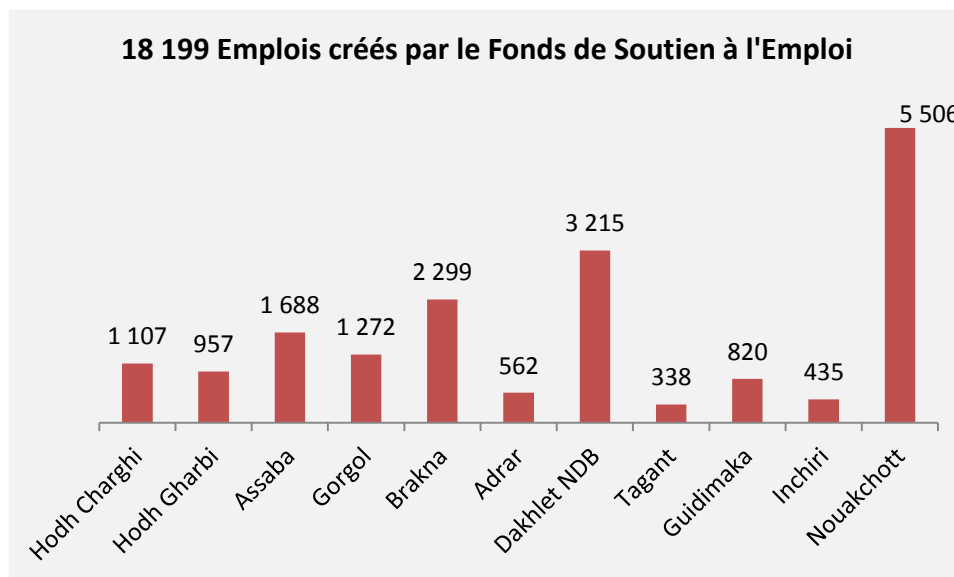
Au 31.12.2015, un portefeuille de 5214 projets a été financé dans le cadre de ce programme, pour un montant total de 5033 millions d'Ouguiya.

La répartition par wilaya de ce portefeuille se présente, au 31.12.2015, comme suit :

- Agence de NKT'T : 1 444 millions
- Agence de NDB : 1 208 millions
- Agence du Brakna : 496 millions
- Agence du Gorgol : 320 millions
- Agence de l'Adrar : 248 millions.
- Agence de Néma : 373 millions.
- Agence d'Aioun : 262 millions.
- Agence de Selibaby : 261 millions.
- Agence de Kiffa : 228 millions.
- Agence de Tidjikja: 72 millions.
- Agence d'Inchiri : 121 millions.

Wilaya	Montants des conventions MF/CDD (MRO)
Adrar	250 000 000
Assaba	500 000 000
Brakna	500 000 000
Dakhlet NDB	1 500 000 000
Gorgol	500 000 000
Guidimaka	500 000 000
Hodh Echarghi	500 000 000
Hodh Elgharbi	500 000 000
Inchiri	250 000 000
Nouakchott	3 000 000 000
Tagant	250 000 000
<b>Total</b>	<b>8 250 000 000</b>

L'impact social de ce programme est estimé à 18199 emplois.



Par ailleurs, la gestion financière d'un projet d'embarcations pontées fabriquées localement a été également confiée à la CDD dans le cadre des activités du « Fonds de soutien à l'emploi » dans la région de Dakhlet Nouadhibou. Ces embarcations sont destinées à être cédées, sous forme de leasing, à des capitaines côtiers professionnels.

La CDD assurera pour le compte du Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime la mission de recouvrement, du suivi et de l'évaluation des performances de ce programme, sans toutefois être tenue pour le risque de non remboursement.

Au 31.12.2015, l'enveloppe de ce programme s'élève à 260 millions d'ouguiya.

Enfin, une convention a été signée avec le Ministère de l'emploi, de la formation professionnelle et des technologies de l'information et de la communication relative au financement de 10 GIEs constitués de 15 membres des diplômés chômeurs. Ces GIE bénéficieront de financements sous forme de cautions de marché et d'avance sur décomptes domiciliés. L'objectif étant de permettre la conversion de ces diplômés chômeurs en entrepreneurs de BTP suite à leur stage d'immersion de 18 mois au niveau du projet de 300 logements à Zouerate.

## Le Crédit Agricole de Mauritanie

La Structure chargée du financement du secteur agricole (SCFSA) a été érigée, en 2015, en une filiale autonome basée à Rosso portant le nom « Crédit Agricole de Mauritanie » (CAM).

En 2015, le Crédit Agricole de Mauritanie a poursuivi la politique de crédit engagée par l'ancienne structure chargée du financement du secteur agricole (SCFSA) à travers le financement des campagnes agricoles normales et de contre-saison ainsi que la commercialisation de la production rizicole nationale.

En effet, les offres de financement du Crédit Agricole de Mauritanie concernent les crédits de campagne et le crédit à l'investissement à moyen et long termes. Ces financements, octroyés suivant des formules adaptés aux conditions du secteur, privilégient la forme de financement islamique.

Au 31.12.2015, le nombre de producteurs financés par le CAM dans le cadre des campagnes agricoles a atteint 2612 pour une enveloppe globale d'environ 4.1 milliards d'Ouguiya.

## Financement des PME

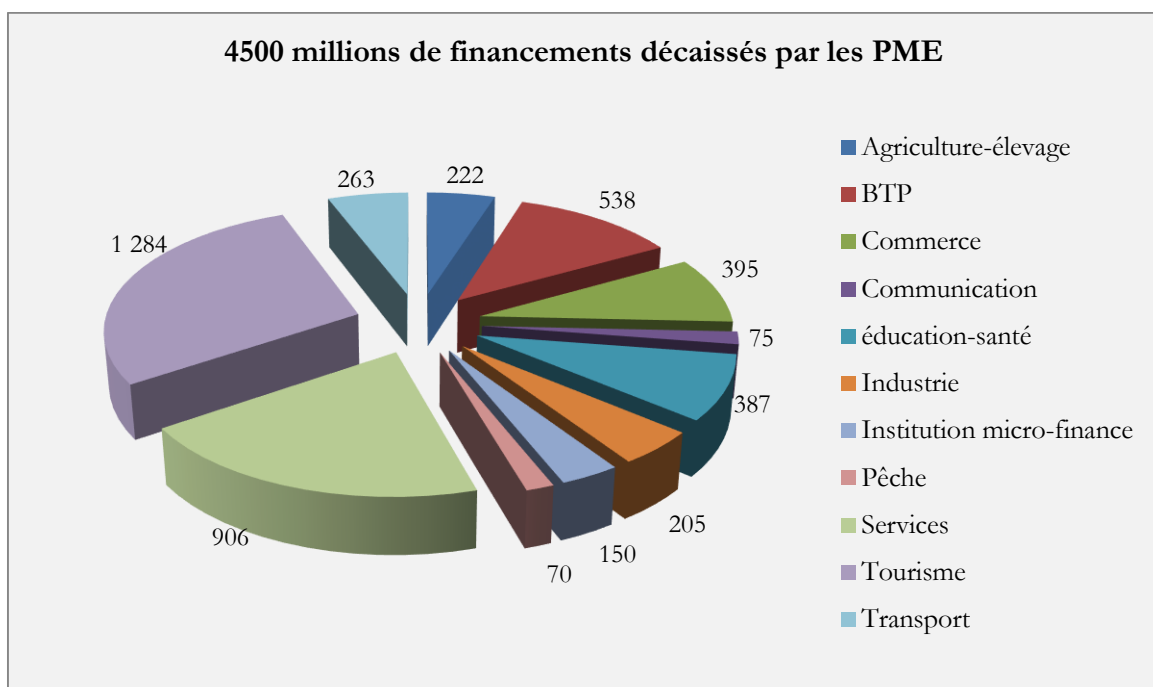
En terme de financement des PME du secteur privé, la CDD a continué à s'investir dans le financement des projets éligibles aux conditions de la ligne de crédit mobilisée à cet effet auprès du FADES.

Au 31.12.2015, un portefeuille d'environ 200 projets a été financé pour un montant de 4.5 milliards d'Ouguiya.

Une attention particulière a été accordée au développement de la zone franche de Nouadhibou à travers le financement de certains projets structurant dont notamment :

- Finition d'un hôtel de haut standing pour un montant de 260 millions d'Ouguiya ;
- Construction d'un complexe touristique pour un montant de 300 millions d'Ouguiya ;
- Construction de résidences.

Le portefeuille couvre également des activités jugées stratégiques et à fort potentiel d'emploi telle que des cliniques privées, des poulaillers, des entreprises de services, de transformation et de l'agroalimentaire.



# **COOPERATION ET PARTENARIAT**

## Coopération et partenariats

Au cours de l'année 2015, la Caisse des Dépôts et de Développement a entrepris des démarches visant la mobilisation de ressources et le développement d'échanges techniques et financiers avec des partenaires nationaux et étrangers :

**a. Signature d'une convention avec le FKDEA**

La CDD a procédé à la signature d'une convention de financement avec le Fonds Koweïtien pour le Développement Economique Arabe d'un montant de 6 000 000 Dinars koweïtien, soit 6.7 milliards d'Ouguiya

**b. Accord de partenariat avec la Caisse des Dépôts et Consignation Française**

La CDD et la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) Française ont procédé à la signature d'un accord de coopération.

Cet accord renforce l'appui institutionnel et technique apporté par la Caisse des Dépôts de France lors de la mise en place de la CDD en 2011 et vise à réaliser des projets et activités d'intérêt commun portant sur:

- la promotion de l'investissement de long terme au sein du Forum Mondial des Caisses de Dépôt et avec le Club des Investisseurs de Long Terme ;
- le développement d'échanges techniques, sur: l'activité de mandataire, la gestion du bilan, le modèle prudentiel et la filialisation des métiers ;
- le développement de l'offre de logements sociaux

A ce titre, la CDC accompagnera la CDD notamment dans la mise en œuvre opérationnelle de sa politique de gestion actif-passif et dans le paramétrage de son modèle prudentiel.

**c. Participation au 3<sup>ième</sup> Forum Mondial des Caisses de dépôts**

Lors de la tenue de ce forum, en avril 2015, la CDD a mis en exergue les efforts engagés par le Gouvernement mauritanien en matière de restructuration de localités, de création de villes nouvelles et de développement de l'habitat et des infrastructures urbaines.

Ce Forum, qui a fait ressortir le rôle joué par les Caisses de Dépôt comme acteur majeur dans le financement du développement économique et social des pays membres, en appui aux politiques publiques et au service de l'intérêt général, a permis à la CDD d'engager des échanges avec d'autres Caisses de dépôts ainsi

qu'avec des professionnels de l'investissement financier sur diverses thématiques relatives aux métiers des Caisses de dépôts et aux contraintes et défis qu'elles doivent affronter.

**d. Partenariat avec les banques de la place**

Il s'agit d'un partenariat avec quelques banques de la place qui consiste à renforcer leurs capacités de financement des PMI/PME du secteur privé.

Ce partenariat, portant sur une enveloppe de 3 milliards d'Ouguiya, a pris la forme de Dépôts à termes (DAT).



# **SITUATION FINANCIERE**

## Budget

Le budget 2015 reflète l'évolution des activités de la CDD, avec une bonne maîtrise des charges et une amélioration des produits.

Cela s'est traduit au niveau du budget de fonctionnement par une augmentation de 17%, passant ainsi de 2366 millions d'Ouguiya en 2014 à 2761 millions. Quant aux produits, le budget 2015 prévoit une augmentation de 22.3% par rapport au budget 2014, soit un montant total de 3 582 millions.

Au niveau des investissements, les prévisions budgétaires sont restées globalement au même niveau qu'en 2014, passant ainsi de 178 millions à 189 millions (soit une hausse de 6.2%).

Les réalisations budgétaires en 2015 ont été globalement conformes aux objectifs fixés. Elles font ressortir des taux d'exécution de 94% pour les charges, 75% pour les investissements et 98% pour les produits.

### Synthèse de l'exécution du budget de l'année 2015 (en milliers d'Ouguiya)

Rubrique	Prévision 2015	Exécution 2015	Ecart Exécution/Prévision	Taux d'exécution
Total général des charges	2 760 698	2 602 552	- 158 146	94%
Total général des produits	3 582 000	3 509 903	- 72 097	98%
Différence (Produits–Charges)	821 302	907 351	907 351	110%
Total des Investissements	189 500	141 372	- 48 128	75%

Les différentes rubriques formant ce budget se présentent comme suit :

#### **a. Charges**

Le taux de réalisation des charges est de 94%, soit 2 602 millions en valeur absolue. Des économies ont été réalisées sur les rubriques:

- charges liées à l'investissement : 8,308 millions ;
- les frais financiers : 2,096 million ;
- les charges liées à l'activité : 22,313 millions ;
- les charges et pertes diverses : 2,915 millions ;
- les frais du personnel : 81,5 millions ;
- les charges non décaissables : 44.07 millions.

En revanche, le chapitre « impôts, taxes et versements assimilés » a connu un léger dépassement de 3 millions, soit 1% par rapport aux prévisions.

Le tableau ci-dessous présente l'état d'exécution du budget 2015 au niveau des charges.

## Etat d'exécution du budget 2015 – Charges (en milliers d'Ouguiya)

Rubriques	Prévision 2015	Exécution 2015		
		Exécution 31/12/2015	Ecart Exécution/Prévision	Taux d'exécution
<b>CHARGES LIÉES A L'INVESTISSEMENT</b>	<b>59 550</b>	<b>51 242</b>	<b>-8 308</b>	<b>86%</b>
<b>Loyers et charges locatives</b>	<b>38 500</b>	<b>38 078</b>	<b>-422</b>	<b>99%</b>
<i>Loyers</i>	38 500	38 078	-422	99%
<b>Travaux d'entretiens et de réparations</b>	<b>14 450</b>	<b>10 672</b>	<b>-3 778</b>	<b>74%</b>
<i>Entretien et réparation des locaux</i>	11 000	9 854	-1 146	90%
<i>Entretien et réparation véhicules</i>	1 650	817	-833	50%
<i>Entretien matériel et mobilier de bureaux</i>	800	0	-800	0%
<i>Maintenance informatique</i>	1 000	0	-1 000	0%
<i>Autres entretiens et réparations</i>	0	0	0	0%
<b>documentation et abonnements</b>	<b>2 000</b>	<b>700</b>	<b>-1 300</b>	<b>35%</b>
<b>Primes d'assurance</b>	<b>600</b>	<b>403</b>	<b>-197</b>	<b>67%</b>
<i>Assurances multirisques</i>	0	0	0	
<i>Autres assurances</i>	600	403	-197	67%
<b>Frais de séminaires-colloques-conférences</b>	<b>4 000</b>	<b>1 390</b>	<b>-2 610</b>	<b>35%</b>
<b>Adhésion aux associations</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>
<b>FRAIS FINANCIERS</b>	<b>251 500</b>	<b>249 404</b>	<b>-2 096</b>	<b>99%</b>
<b>Interêts</b>	<b>250 000</b>	<b>248 106</b>	<b>-1 894</b>	<b>99%</b>
<i>Interêts servis sur les DAT</i>	100 000	98 725	-1 275	99%
<i>Autres interêts (Emprunt FADES et le FK)</i>	150 000	149 381	-619	100%
<b>Commissions</b>	<b>1 500</b>	<b>1 297</b>	<b>-203</b>	<b>86%</b>
<b>CHARGES LIÉES A L'ACTIVITE</b>	<b>209 600</b>	<b>187 287</b>	<b>-22 313</b>	<b>89%</b>
<b>Déplacement, missions et réception</b>	<b>47 000</b>	<b>42 981</b>	<b>-4 019</b>	<b>91%</b>
<i>Voyages et déplacements</i>	20 000	19 259	-741	96%
<i>Missions</i>	22 000	20 893	-1 107	95%
<i>Frais de réception</i>	5 000	2 830	-2 170	57%
<b>Frais postaux et télécommunications</b>	<b>27 500</b>	<b>25 366</b>	<b>-2 134</b>	<b>92%</b>
<i>Frais de télécommunications</i>	27 000	25 297	-1 703	94%
<i>Autres frais postaux</i>	500	69	-431	14%
<b>Rémunération d'intermédiaires &amp; honoraires</b>	<b>49 100</b>	<b>47 969</b>	<b>-1 131</b>	<b>98%</b>
<i>Honoraires</i>	18 000	23 313	5 313	130%
<i>Prestation externe de sécurité</i>	15 000	13 158	-1 842	88%
<i>actes et mutations</i>	100	60	-40	60%
<i>Assistance technique et autres</i>	4 000	0	-4 000	0%
<i>Prestation de service informatique</i>	12 000	11 438	-562	95%
<b>Publicité et Communications</b>	<b>15 000</b>	<b>11 559</b>	<b>-3 441</b>	<b>77%</b>
<b>Approvisionnements</b>	<b>54 000</b>	<b>46 763</b>	<b>-7 237</b>	<b>87%</b>
Eau et électricité	30 000	27 552	-2 448	92%
Carburant et lubrifiants	10 000	8 363	-1 637	84%

## Etat d'exécution du budget 2015 – Charges (en milliers d'Ouguiya)

Rubriques	Prévision 2015	Exécution 2015		
		Exécution 31/12/2015	Ecart Exécution/Prévision	Taux d'exécution
Fournitures de bureaux et imprimés	8 000	7 372	-628	92%
Fournitures Informatiques	6 000	3 476	-2 524	58%
<b>Autres charges liées à l'activité</b>	<b>17 000</b>	<b>12 650</b>	<b>-4 350</b>	<b>74%</b>
<i>Cotisations aux groupements professionnels</i>	5 000	4 500	-500	90%
<i>Jetons de présence</i>	12 000	8 150	-3 850	68%
<b>CHARGES &amp; PERTE DIVERSES</b>	<b>18 200</b>	<b>15 285</b>	<b>-2 915</b>	<b>84%</b>
<i>Dons</i>	6 200	6 112	-88	99%
<i>Subventions</i>	5 000	4 080	-920	82%
<i>Autres charges exceptionnelles</i>	7 000	5 093	-1 907	73%
<b>FRAIS DU PERSONNEL</b>	<b>1 374 600</b>	<b>1 293 122</b>	<b>-81 478</b>	<b>94%</b>
<i>Salaires de base, indemnités</i>	1 020 000	956 119	-63 881	94%
<i>Mains d'œuvre occasionnelle</i>	33 000	32 314	-686	98%
<i>Heures suppl</i>	600	0	-600	0%
<i>Congés annuels</i>	100 000	99 011	-989	99%
<i>Gratifications</i>	135 000	134 989	-11	100%
<i>Sécurité sociale et assurance maladie</i>	65 000	59 417	-5 583	91%
<i>Frais de formation</i>	8 000	3 256	-4 744	41%
<i>Frais de restauration du personnel</i>	12 000	7 056	-4 944	59%
<i>Autres charges du personnel</i>	1 000	961	-39	96%
<b>IMPÔTS TAXES ET VERS ASSIMILES</b>	<b>207 248</b>	<b>210 283</b>	<b>3 035</b>	<b>101%</b>
<i>Taxes sur véhicules à moteur</i>	0	89	89	0%
<i>Droits d'enregistrement</i>	2 000	906	-1 094	45%
<i>Taxes d'apprentissages/Pénalités</i>	8 248	7 723	-524	94%
<i>Patente</i>	3 000	4 000	1 000	133%
<i>Autres Impôts et taxes (IRCM)</i>	194 000	197 564	3 564	102%
<b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>2 120 698</b>	<b>2 006 623</b>	<b>-114 075</b>	<b>95%</b>
			<b>0</b>	
<b>CHARGES NON DECAISSABLES</b>	<b>640 000</b>	<b>595 929</b>	<b>-44 071</b>	<b>93%</b>
<i>Dotations aux Amortissement des immo.</i>	100 000	100 892	892	101%
<i>Prov.P/Depr.de la Clientèle</i>	100 000	67 630	-32 370	68%
<i>Dotations aux provisions Risque de change</i>	200 000	192 035	-7 966	96%
<i>Provisions. Dép.cpt.Interm.Financiers</i>	200 000	200 000	0	100%
<i>Pertes et Charges sur Exercices Antérieurs</i>	40 000	35 373	-4 627	88%
			0	
<b>TOTAL GENERAL DES CHARGES</b>	<b>2 760 698</b>	<b>2 602 552</b>	<b>-158 145</b>	<b>94%</b>

## b. Investissements

Le taux d'exécution du budget d'investissement est de 75%, soit une économie de 48 millions par rapport aux prévisions. Les principaux écarts observés concernent:

- Une économie de 14,5 Millions sur Matériel informatique;
- Une économie de 5 Millions sur Mobilier et matériel de bureaux ;
- Une économie de 13,8 Millions sur les Constructions;
- Une économie de 0,1 Millions sur le Matériel de transports (Achat des véhicules);
- Un dépassement de 1,6 Millions sur Autres équipements ;
- Une économie de 0,4 Millions sur Agencements aménagements
- Une économie de 12,6 Millions sur Logiciels.

Le tableau ci-dessous présente l'état d'exécution du budget 2015 au niveau des investissements.

Etat d'exécution du budget 2015 (en milliers d'Ouguiya)				
Les investissements				
Rubriques	Prévision 2015	Exécutions 2015		
		Exécutions. 31/12/2015	Ecart Exécutions/Prévision	Taux d'exécution
Matériel Informatique	55 000	40 457	-14 543	74%
Mobilier et matériel de bureaux	10 000	4 981	-5 019	50%
Constructions	20 000	6 160	-13 840	31%
Transports (Achat des véhicules)	20 000	19 850	-150	99%
Autres équipements	10 000	8 380	-1 620	84%
Agencements Aménagements	7 000	6 615	-385	95%
Logiciels	47 000	34 429	-12 571	73%
Ameublements	20 500	20 500	0	100%
<b>TOTAL</b>	<b>189 500</b>	<b>141 372</b>	<b>-48 128</b>	<b>75%</b>

## c. Produits

Les produits ont été budgétisés pour un montant global de 3 582 millions et réalisés pour 3510 millions, soit un taux de réalisation de 98% ce qui correspond à un déficit de 72 millions, répartis selon les chapitres suivants :

- Produits sur opérations de crédits : 42 millions
- Produits sur opérations de financement islamique : 34 millions
- Commissions : 9 million
- Produits sur gestion sous-Mandat : 5 million
- Produits exceptionnels : 2 million
- Reprises de provisions et amortissements : 5 millions.

Par contre, un excédent a été enregistré sur le poste « **Produits sur opérations de placements** » pour un montant de 25 millions.

Le tableau ci-dessous présente l'état d'exécution du budget 2015 au niveau des produits.

Rubriques	Prévision 2015	Exécutions 2015 (chiffres en milliers MRO)		
		Exécutions 31/12/2015	Ecart Exécutions/Prévision	Taux d'exécution
<b>Produits sur opérations de placements</b>	<b>2 000 000</b>	<b>2 025 401</b>	<b>25 401</b>	<b>101%</b>
Intérêts opérations de placements au Trésor public	1 800 000	1 846 448	46 448	103%
Intérêts opérations interbancaire et opérations à termes	200 000	178 954	-21 046	89%
<b>Produits sur opérations de crédits</b>	<b>690 000</b>	<b>647 953</b>	<b>-42 047</b>	<b>94%</b>
Intérêts débiteurs comptes ordinaires	570 000	558 683	-11 317	98%
Intérêts crédits cmlt équipement	120 000	89 270	-30 730	74%
Intérêts autres crédit cmlt	0			
<b>Produits sur oper.de financement islamiques</b>	<b>308 000</b>	<b>273 819</b>	<b>-34 181</b>	<b>89%</b>
Marges sur opérations de mourabaha cmlt équipement	254 000	224 512	-29 488	88%
Marges autres cmlt	2 000	6 057	4 057	303%
Intérêts mourabaha structurées	20 000	11 933	-8 067	60%
Marges mourabaha opérations SCFSA	32 000	31 317	-683	98%
<b>Produits sur gestion sous mandat</b>	<b>350 000</b>	<b>344 670</b>	<b>-5 330</b>	<b>98%</b>
<b>Commissions</b>	<b>219 000</b>	<b>210 169</b>	<b>-8 831</b>	<b>96%</b>
<b>Commissions opérations clientèle</b>	<b>146 500</b>	<b>142 269</b>	<b>-4 231</b>	<b>97%</b>
Com/ouverture/clôture de comptes.	500	52	-448	10%
Com de découvert et mouvements de compte	107 000	109 125	2 125	102%
Frais de tenue compte	24 000	22 660	-1 340	94%
Commissions d'engagement	15 000	10 433	-4 567	70%
Com.releve de compte	0	0	0	0%
<b>Produits s/opérations diverses</b>	<b>2 500</b>	<b>943</b>	<b>-1 557</b>	<b>38%</b>
Frais de chèquiers	200	40	-160	20%
Com enc chèques mauritanie	150	14	-136	9%
Com chèque certifié	150	0	-150	0%
Com / virement	2 000	296	-1 704	15%
Com/attestation	0	150	150	
Produits divers	0	443	443	
<b>Produits engagement par signature</b>	<b>70 000</b>	<b>66 956</b>	<b>-3 044</b>	<b>96%</b>
<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>3 567 000</b>	<b>3 502 014</b>	<b>-64 986</b>	<b>98%</b>
Produits exceptionnels	10 000	7 890	-2 110	79%
Reprise/provision et amortissements	5 000	0	-5 000	0%
<b>Total général des produits</b>	<b>3 582 000</b>	<b>3 509 903</b>	<b>-72 097</b>	<b>98%</b>

**Résultats :**

- Le résultat comptable brut a été prévu pour 821 millions et réalisé pour 907 millions, soit un excédent de 86 millions ;
- L'IMF a été prévu pour 89 millions et exécuté pour 87 millions ;
- Le résultat net prévu pour 616 millions a été réalisé pour 680 millions, soit un taux d'exécution de 110 %.

**Résultat de l'exercice 2015 (chiffres en milliers MRO)**

	Prévision	Réalisation	Ecart Réalisation/Prévision	Pourcentage
<b>RESULTAT COMPTABLE</b>	<b>821 302</b>	<b>907 351</b>	<b>86 049</b>	<b>110%</b>
BIC avant impôts et retraitement fiscal	205 326	226 838	21 512	110%
IMF	89 550	87 748	-1 802	98%
BIC	115 776	139 090	23 315	120%
<b>Résultat Net</b>	<b>615 977</b>	<b>680 513</b>	<b>64 537</b>	<b>110%</b>

## Etats financiers

Les états financiers au titre de l'exercice 2015 ont fait ressortir un total de bilan de 93,7 milliards d'Ouguiya contre 104,7 en 2014 et un total du hors bilan s'élevant à 13 milliards ; le résultat comptable brut étant de 907 millions d'Ouguiya.

Cette baisse du total du bilan (11 milliards) s'explique par la réduction du niveau des comptes d'attentes et de régularisations qui ont passé de 27,5 milliards d'Ouguiya en 2014 à 8 milliards d'Ouguiya.

En revanche, le hors bilan a connu une augmentation de 3,7 milliards d'Ouguiya due à l'augmentation du stock des cautions de marché d'une part et à l'enregistrement des garanties foncières reçues d'autre part.



## 1. Le bilan

Actif (en milliers d'Ouguiya)								
Libellés	DDC	DD	Consolidation	DDC Hors CAM	CAM	DDC	DD	Consolidation
	31/12/2014			31/12/2015				
<b>Trésorerie et opération interbancaires</b>	55 089 167	187 176	55 276 343	53 320 962	588 742	53 909 704	1 962 863	55 872 567
Disponibilités CDD	4 625 581	187 176	4 812 757	4 423 267	588 742	5 012 008	1 962 863	6 974 872
<b>COMPTES DEPOSANTS</b>	46 393 625	-	46 393 625	45 366 182	-	45 366 182	-	45 366 182
Comptes des dépôts auprès du Trésor	46 022 335	-	46 022 335	45 072 869	-	45 072 869	-	45 072 869
Comptes des dépôts auprès de la BCM	371 291	-	371 291	293 314	-	293 314	-	293 314
<b>Disponibilités Mandat de Gestion</b>	869 961	-	869 961	531 513	-	531 513	-	531 513
<b>Prêts à terme</b>	3 200 000	-	3 200 000	3 000 000	-	3 000 000	-	3 000 000
Prêts à terme	3 500 000	-	3 500 000	3 500 000	-	3 500 000	-	3 500 000
Provisions.dép.cpt.Interm.Financiers	-300 000	-	-300 000	-500 000	-	-500 000	-	-500 000
<b>Crédit à la clientèle</b>	9 209 090	3 058 935	12 268 025	15 027 745	2 468 835	17 496 580	3 524 510	21 021 090
Crédit à la clientèle	9 223 619	3 071 295	12 294 914	15 105 229	2 468 835	17 574 064	3 566 534	21 140 598
Provisions.dépr.cptes de la clientèle	-14 529	-12 359	-26 889	-77 484	-	-77 484	-42 025	-119 509
<b>Crédit Mandat de Gestion</b>	5 704 209	-	5 704 209	3 900 008	0	3 900 008	-	3 900 008
<b>Comptes d'attente et de régularisation</b>	21 944 999	5 640 366	27 585 364	2 369 657	128 020	2 497 676	5 458 606	7 956 282
Comptes d'attente CDD	10 274 857	254 138	10 528 995	1 166 178	20 269	1 186 447	239 887	1 426 334
Comptes d'attente Mandats De Gestion	10 533 903	-	10 533 903	11 414	-	11 414	-	11 414
COMPTES DE LIAISON & INTER ACTIVITE	1 136 239	5 386 228	6 522 467	1 192 064	107 751	1 299 815	5 218 719	6 518 534
<b>Capital non versé</b>	3 000 000	0	3 000 000	3 000 000	90 000	3 090 000	-	3 090 000
<b>Immobilisations nettes</b>	647 751	-	647 751	702 245	1 470	703 715	-	703 715

Actif (en milliers d'Ouguiya)								
Libellés	DDC	DD	Consolidation	DDC Hors CAM	CAM	DDC	DD	Consolidation
<b>Immobilisations corporelles</b>	459 930		459 930	482 453	1 470	483 923		483 923
Immobilisation d'exploitation	437 814		437 814	627 463	1 470	628 932		628 932
Immobilisation hors exploitation	0		0	15 725		15 725		15 725
Immobilisation en cours	112 353		112 353	7 436		7 436		7 436
Dotations aux Amortissements	-90 237		-90 237	-168 170		-168 170		-168 170
<b>Frais et Valeurs Incorporels Immobilisés</b>	<b>187 821</b>		<b>187 821</b>	<b>219 791</b>	<b>0</b>	<b>219 791</b>		<b>219 791</b>
Frais immobilisés	58 385		58 385	78 885		78 885		78 885
Immobilisations incorporelles	163 103		163 103	197 532		197 532		197 532
Dotations aux Amortissements	-33 667		-33 667	-56 626		-56 626		-56 626
<b>Titres de participation</b>	<b>251 000</b>	<b>-</b>	<b>251 000</b>	<b>1 161 000</b>	<b>-</b>	<b>1 161 000</b>	<b>-</b>	<b>1 161 000</b>
<b>Total Actif</b>	<b>95 846 216</b>	<b>8 886 477</b>	<b>104 732 693</b>	<b>79 481 616</b>	<b>3 277 066</b>	<b>82 758 682</b>	<b>10 945 979</b>	<b>93 704 661</b>
<b>HORS BILAN</b>								
Mandat gestion	4 190 000		4 190 000	4 050 000		4 050 000		4 050 000
Accord de Financement.	0	2 357 520	2 357 520	0	315 381	315 381	0	315 381
Garanties reçues	900 000		900 000	900 000		900 000		900 000
Cautions reçues	26 582		26 582	26 582		26 582		26 582
Cautions de soumission	124 000	120 000	244 000			0		0
Cautions avance de démarrage	527 651		527 651	2 734 785		2 734 785		2 734 785
Cautions Bonne Fin	115 657		115 657			0		0
Autres Cautions et Avals Diverses	877 712		877 712	2 597 449		2 597 449	2 376 942	4 974 390
<b>TOTAUX</b>	<b>6 761 602</b>	<b>2 477 520</b>	<b>9 239 122</b>	<b>10 308 816</b>	<b>315 381</b>	<b>10 624 198</b>	<b>2 376 942</b>	<b>13 001 139</b>

Passif (en milliers d'Ouguiya)								
<i>Libellés</i>	DDC	DD	Consolidation	DDC Hors CAM	CAM	DDC	DD	Consolidation
	31/12/2014			31/12/2015				
<b><u>Trésorerie et opération interbancaires</u></b>	<b>61 792 679</b>	<b>398 618</b>	<b>62 191 297</b>	<b>65 068 138</b>	<b>706 996</b>	<b>65 775 134</b>	<b>151 674</b>	<b>65 926 808</b>
Dépôts à la CDD	50 902 643	398 618	51 301 261	49 801 188	706 996	50 508 184	151 674	50 659 858
Compte de Transformation	4 570 452		4 570 452	8 581 606	0	8 581 606		8 581 606
Opérations de Mandats de Gestion	4 412 204		4 412 204	4 278 196	0	4 278 196		4 278 196
Dépôts à terme	1 907 380		1 907 380	2 407 148	0	2 407 148		2 407 148
<b><u>Comptes d'attente et de régularisation</u></b>	<b>27 938 918</b>	<b>7 357</b>	<b>27 946 275</b>	<b>7 640 403</b>	<b>1 568 903</b>	<b>9 209 306</b>	<b>74 628</b>	<b>9 283 934</b>
Comptes d'attente CDD	8 659 801	7 357	8 667 158	544 533	1 214 279	1 758 812	74 628	1 833 440
Comptes d'attente Mandats De Gestion	12 756 655	0	12 756 655	616 246	-	616 246	0	616 246
COMPTES DE LIAISON & INTER ACTIVITE	6 522 463		6 522 463	6 479 624	354 623	6 834 248	0	6 834 248
<b><u>Emprunt</u></b>	<b>0</b>	<b>3 779 760</b>	<b>3 779 760</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	<b>5 959 966</b>	<b>5 959 966</b>
<b><u>Capitaux propres</u></b>	<b>6 114 619</b>	<b>4 700 742</b>	<b>10 815 361</b>	<b>6 773 075</b>	<b>1 001 167</b>	<b>7 774 242</b>	<b>4 759 711</b>	<b>12 533 953</b>
Capital libéré	2 520 792	4 500 000	7 020 792	2 520 792	910 000	3 430 792	4 500 000	7 930 792
Capital non libéré	3 000 000	0	3 000 000	3 000 000	90 000	3 090 000	0	3 090 000
Réserves	112 726	24 424	137 150	271 589		271 589	129 566	401 155
Provisions	200 636	30 805	231 441	394 770		394 770	36 723	431 492
Résultat avant impôts	373 953	194 017	567 970	781 621	1 167	782 788	124 564	907 351
IMF	-63 196	-7 551	-70 747	-79 017		-79 017	-8 533	-87 550
BIC	-30 292	-40 953	-71 246	-116 680		-116 680	-22 607	-139 287
<b>Résultat Net</b>	<b>280 464</b>	<b>145 513</b>	<b>425 978</b>	<b>585 924</b>	<b>1 167</b>	<b>587 091</b>	<b>93 423</b>	<b>680 513</b>
<b>Total Passif</b>	<b>95 846 216</b>	<b>8 886 477</b>	<b>104 732 693</b>	<b>79 481 616</b>	<b>3 277 066</b>	<b>82 758 682</b>	<b>10 945 979</b>	<b>93 704 661</b>

Passif (en milliers d'Ouguiya)								
<i>Libellés</i>	DDC	DD	Consolidation	DDC Hors CAM	CAM	DDC	DD	Consolidation
<b>HORS BILAN</b>								
C/P Mandat gestion	4 190 000		4 190 000	4 050 000		4 050 000		4 050 000
C/P Accord de Financement.	0	2 357 520	2 357 520	0	315 381	315 381	0	315 381
C/P Garanties reçues	900 000		900 000	900 000		900 000		900 000
C/P Cautions reçues	26 582		26 582	26 582		26 582		26 582
C/P Cautions de soumission	124 000	120 000	244 000	0		0		0
C/P avance de démarrage	527 651		527 651	2 734 785		2 734 785		2 734 785
Cautions Bonne Fin	115 657		115 657	0		0		0
Autres Cautions et Avals Diverses	877 712		877 712	2 597 449		2 597 449	2 376 942	4 974 390
<b>TOTAUX</b>	<b>6 761 602</b>	<b>2 477 520</b>	<b>9 239 122</b>	<b>10 308 816</b>	<b>315 381</b>	<b>10 624 198</b>	<b>2 376 942</b>	<b>13 001 139</b>

## 1.1. Actif du bilan

### 1.1.1. Trésorerie et opérations interbancaires

La rubrique « trésorerie et opérations interbancaires » de la CDD, est passée de 55,276 milliards en 2014, à 55,872 milliards, soit une augmentation de 1 %. Cette situation s'explique par :

- la hausse du « disponible de la CDD » qui est passé de 4,813 milliards à 6,975, soit une augmentation de 2,162 milliards ;
- la diminution des dépôts qui sont passés de 46,394 milliards à 45,366, soit une baisse de 1,028 milliards ;
- la baisse des crédits nets accordés aux institutions financières : 0,2 milliards. Ce montant représente une provision complémentaire pour dépréciation des comptes d'intermédiaires financiers (MAURIS BANK);
- La baisse du disponible du Mandat de Gestion qui est passé de 0,870 Milliard à 0,532 Milliard, soit une diminution de 0,338 milliard.

La rubrique « trésorerie et opérations interbancaires » se répartit comme suit :

- Encaisse CDD: 0,029 milliard
- Trésor public: 51.273 milliards
- BCM Fonctionnement : 0.127 milliard ;
- Compte CDD/Banques : 0.031 milliard ;
- Trésorerie CAM : 0.588 milliard ;
- BCM Dépôts: 0,293 milliards
- Opérations à terme: 3 milliards
- Trésorerie du Mandat de Gestion : 0,531 milliard

### 1.1.2. Crédit à la clientèle

Le portefeuille de crédits à la clientèle de la Caisse (DDC et DD) est passé de 12,268 milliards en 2014, à 21,021, soit une augmentation de 71,35 % en valeur relative et 8,753 milliards en valeur absolue. Cette augmentation s'explique essentiellement par le financement de l'opération de commercialisation du riz au profit de la SONIMEX. Ce portefeuille se répartit entre les directions de la CDD, comme suit :

- Crédits DDC: 17,497 milliards dont 2,468 milliards représente les crédits distribués par le Crédit Agricole de Mauritanie (CAM);
- Crédits DD: 3,524 milliards.

### 1.1.3. Crédit au titre du Mandat de Gestion

L'encours des crédits du Mandat de Gestion hors CAM est passé de 3,436 milliards en 2014 à 3,9 dont 260 millions représentant le financement de 10 embarcations pontées à Nouadhibou.

Le montant des crédits distribués dans le cadre du programme du Mandat de Gestion hors embarcations pontées s'est élevé au 31 décembre 2015 à 5,033 milliards.

#### 1.1.4. Comptes d'attente et de régularisation

Le solde de cette rubrique s'élève au 31/12/2015 à 7,956 milliards regroupant les opérations en attente de régularisation suivantes :

- « Etat Mandat de Gestion » en attente de régularisation: 0,01 milliard ;
- « Comptes d'attentes CDD » : 1,426 Milliards réparti comme suit :
  - Produits à recevoir : 1,080 Milliards : ce montant représente les produits à recevoir relatifs au gap de frais de gestion du CAM (0,445 milliard), à la rémunération de la CDD pour le Mandat de gestion (0,171 milliards), aux intérêts perçus sur découvert STP (0,015 milliards), à la rémunération des dépôts par le Trésor public non encore encaissée (0,419 Milliards) et produits non encaissés relatifs aux crédits à terme accordés aux institutions financières (0,03 Milliards) ;
  - Charges comptabilisées d'avance : 0,002 Milliards ;
  - Créances rattachées (contrepartie des produits courus et non échus) : 0,083 Milliards ;
  - Ecart de réévaluation de la ligne FADES : 0,192 Milliards ;
  - Autres actifs : 0,069 Milliards ;
- Comptes de liaison & Interactivités : 6,518 Milliards.

#### 1.1.5. Capital non versé

Le capital non versé ( 3,090 milliards ) dont 3 Milliards représentant la partie du capital souscrit et non encore versée par l'Etat et 0,09 Milliards représentant la partie du capital du Crédit Agricole de Mauritanie non versée par la CDD.

#### 1.1.6. Immobilisations

Les Immobilisations brutes se sont élevées à 928,511 millions, soit une augmentation de 157 millions par rapport à 2014. Cette variation représente les acquisitions d'équipements suivantes :

- Matériel informatique :	42 millions ;
- Mobilier de bureau	05 millions ;
- Construction (siège)	06 millions ;
- Transport (Véhicules)	20 millions ;
- Autres équipements	08 millions ;
- Agencement et aménagement	06 millions ;
- Logiciel	34 millions ;
- Ameublement	20 millions ;
- Immobilisations hors exploitation	16 millions.

#### 1.1.7. Titres de participation

Les titres de participation ont connu une hausse de 910 millions correspondant à la participation de la CDD dans le capital du Crédit Agricole de Mauritanie (CAM).

Les titres de participation s'élèvent au 31/12/2015 à 1,161Milliards :

- Participation au capital de la Télédiffusion de Mauritanie : 100 millions ;
- Participation au capital de la Radio de Mauritanie : 50 millions ;
- Participation au capital de la Télévision de Mauritanie : 50 millions ;
- Participation au capital de la NOVEC Mauritanie SAS : 51 millions ;
- Participation au capital du Crédit Agricole de Mauritanie (CAM) : 910 millions.

## **1.2. Passif du Bilan**

### **1.2.1. Trésorerie et opérations interbancaires**

La trésorerie passive de la CDD est passée de 62,2 Milliards en 2014, à 65,9, soit une augmentation de 6 % (3,7 Milliards en valeur absolue). Cette position est justifiée essentiellement par :

- la mise à disposition de la CDD de fonds dans le cadre de la convention du compte de transformation pour l'appui à la politique publique : 4 Milliards ;
- l'augmentation des dépôts à terme : 0,5 Milliard.
- la diminution des dépôts au Trésor public d'un montant de 0,7 Milliard ;
- la diminution des fonds du Mandat de Gestion d'un montant de 0,1 Milliard ;

Les dépôts de la CDD s'élèvent à 50,7 Milliards, répartis comme suit :

- Dépôts des anciens déposants de la CDD (CNAM, CNSS, etc.) : 5,4 Milliards ;
- Compte de dépôts et consignation : 4,3 Milliards ;
- Dépôts des nouvelles entreprises et organismes publics : 40 Milliards ;
- Comptes à vue auprès de la CDD : 1 Milliards.

Les dépôts à terme effectués par la SOGEM s'élèvent à 2,4 Milliards.

### **1.2.2. Comptes d'attente et de régularisation**

Le solde de cette rubrique qui s'élève à 9,3 Milliards regroupe :

- Le solde du compte d'attente « Etat Mandat de Gestion » : 0,6 Milliard ;
- Les comptes de liaison & Interactivités : 6,9 Milliards ;
- Les « Comptes d'attentes CDD » : 1,833 Milliards dont :
  - les charges à payer : 360 millions : diverses charges dues et non encore décaissées ;
  - les montants relatifs aux opérations de l'IDJARA du matériel agricole : 1,159 Milliards ;
  - les produits perçus d'avance (14 millions) représentant les intérêts payés d'avance par Banque BMS, dans le cadre de l'opération de MOURABAHA effectuée entre cette Banque et la CDD ;
  - Autres passifs à régulariser (300 millions) : ITS, TVA, IMF, TOF, autres comptes, etc.

### **1.2.3. Emprunt**

Le montant de ce poste (5,9 Milliards) représente la contrevaletur en Ouguiya de l'emprunt FADES décaissé et non encore remboursé au 31/12/2015.

#### 1.2.4. Capitaux propres

Le montant des capitaux propres s'élève au 31/12/2015, à 12,533 Milliards contre 10,815 en 2014, soit une augmentation de 1,718 Milliards. Cette variation s'explique par :

- Libération d'une partie du capital du CAM : 0,91 Milliards;
- Capital souscrit non libéré (CAM) : 0,09 Milliards;
- Augmentation des réserves : 0,264 Milliards;
- Variation des provisions pour pertes et charges : 0,2 Milliards;
- Variation du résultat de l'exercice : 0,254 Milliards;

Les capitaux propres se répartissent au 31/12/2015 comme suit :

- Capital CDD libéré : 7,021 Milliards;
- Capital CAM libéré : 0,91 Milliards;
- Réserves : 0,4 Milliards;
- Provisions pour pertes et charges: 0,432 Milliards;
- Capital souscrit non libéré (CDD) : 3 Milliards;
- Capital souscrit non libéré (CAM) : 0,09 Milliards;
- Résultat net de l'exercice 2015: 0,68 Milliards.

#### 1.2.5. Hors Bilan

Le portefeuille des engagements donnés et reçus en hors-bilan s'élève, au 31/12/ 2015, à 13 Milliards d'Ouguiya enregistrant une augmentation de 40% (3,7Milliards) par rapport à l'exercice 2014.

Ce portefeuille se présente comme suit :

- Mandat de gestion FSE: 4,050 Milliards ;
- Accord de financement CAM: 0,315 Milliards ;
- Garantie reçue de l'Etat : 0,9 Milliard ;
- Cautions avance de démarrage : 2,735 Milliards;
- Garanties foncières reçues : 4,974 milliards ;
- Diverses cautions reçues : 0,026 Milliard.



## 2. Compte de résultat

Montants en milliers d'Ouguiyas				
Libelle	Jan-Déc 14	Jan-Déc 15	Ecart	%
Produits d'exploitation bancaire	2 829 877	3 501 664	671 787	24%
Produits accessoires		350	350	
Charges d'exploitation bancaire	-105 912	-249 404	-143 492	135%
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>2 723 965</b>	<b>3 252 610</b>	<b>528 645</b>	<b>19%</b>
<i>Dont marge d'intérêt clientèle</i>	449 043	921 773	472 730	105%
<i>Dont marge d'intérêts de trésorerie</i>	1 852 932	1 777 295	-75 637	-4%
<i>Dont commissions clientèle</i>	102 376	208 522	106 146	104%
<i>Dont commissions Mandat de Gestion</i>	319 614	344 670	25 056	8%
<i>Dont Produits accessoires</i>		350	350	
Charges externes liées à l'investissement	-46 793	-51 242	-4 449	10%
Charges externes liées à l'activité	-135 735	-187 287	-51 552	38%
Charges et pertes diverses	-31 725	-15 285	16 440	-52%
Frais de personnel	-1 176 268	-1 293 122	-116 854	10%
Impôts, taxes et versements assimilés	-197 344	-210 283	-12 939	7%
<b>Total Frais Généraux</b>	<b>-1 587 864</b>	<b>-1 757 219</b>	<b>-169 355</b>	<b>11%</b>
Dotations aux comptes d'amortissements	-74 763	-100 892	-26 129	35%
<b>TOTAL Frais Généraux et Amortissements</b>	<b>-1 662 627</b>	<b>-1 858 111</b>	<b>-195 484</b>	<b>12%</b>
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>1 061 338</b>	<b>1 394 498</b>	<b>333 161</b>	<b>31%</b>
CHARGES DE RISQUE	-508 969	-459 664	49 304	-10%
RESULTAT EXCEPTIONNEL	15 601	-27 483	-43 084	-
				276%
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>567 970</b>	<b>907 351</b>	<b>339 381</b>	<b>60%</b>

### 2.1. Produit Net Bancaire (PNB)

Le produit net bancaire s'est élevé au 31/12/2015, à 3,252 Milliards, soit une évolution de 19% en valeur relative et 0,528 Milliards en valeur absolue par rapport à l'exercice de 2014. Cette augmentation s'explique par :

- l'augmentation des produits perçus sur les dépôts rémunérés par le Trésor Public (93 millions);
- L'évolution des intérêts clientèle (408 millions), due à l'augmentation des découverts en 2015;
- l'augmentation des intérêts et marges sur prêts accordés (65 millions) ;
- la hausse des commissions (107 millions), justifiée essentiellement par l'augmentation des commissions sur découvert et sur les engagements par signature ;
- l'augmentation des produits sur Mandat de Gestion (25 millions).

- l'augmentation des frais financiers de 144 millions dont 57 millions relatifs à la ligne FADES et 87 millions représentant les intérêts servis sur le dépôt à terme de la SOGEM.
- la diminution des revenus des opérations interbancaires (26 millions).

## **2.2. Frais Généraux**

Le montant des frais généraux est passé de 1,588 Milliards en 2014, à 1,757 Milliards en 2015, soit une augmentation de 169 millions en valeur absolue et 11% en valeur relative. Cette position s'explique par :

- l'augmentation des charges externes liées à l'investissement de 4,4 millions ;
- la hausse des charges externes liées à l'activité d'un montant de 51 millions ;
- la hausse des frais du personnel d'un montant de 117 millions par rapport à 2014. Cette évolution constatée, en dépit de la stabilité de l'effectif, s'explique essentiellement par les recrutements et des nominations intervenues au cours du dernier semestre de l'année 2014 et par conséquent les avantages y afférents ;
- la progression du poste « impôt, taxes et versements assimilés » d'un montant de 13 millions ;
- la baisse des charges et pertes diverses de 16,4 millions.

## **2.3. Amortissements**

Les amortissements ont connu une évolution de 35% soit 26 millions, par rapport à l'exercice 2014.

## **2.4. Charges liées aux risques**

Au 31/12/2015, le montant de ce poste s'élève à 460 millions contre 509 millions en 2014. Il se répartit comme suit :

- Provisions pour dépréciation des comptes de la clientèle : 68 millions ;
- Dotations aux provisions pour risques et charges (risque de change de l'emprunt FADES) : 192 millions ;
- Provisions pour dépréciation des comptes d'intermédiaires financiers (MAURIS BANK): 200 millions.

## **2.5. Résultat exceptionnel**

Le montant du résultat exceptionnel de l'exercice 2015 fait ressortir un déficit de 27 millions résultant essentiellement de l'extourne des intérêts perçus sur exercices antérieures suite aux rééchelonnements de certains prêts.

## **2.6. Résultat**

Le résultat brut de l'exercice 2015 fait ressortir un bénéfice de 907 millions, soit une évolution de 60% (339 millions) par rapport à l'exercice 2014.